

L'obligation d'assurance dans le champ des Activités Physiques et Sportives



Notion d'assurance

L'assurance de responsabilité civile est un contrat qui garantit les conséquences pécuniaires encourues par l'assuré lorsque celui-ci cause un dommage matériel ou corporel à un tiers.

L'assurance de personne ou individuelle accident est un contrat qui permet de bénéficier d'une garantie, forfaitaire ou indemnitaire, en cas de dommages corporels que l'assuré se causerait à lui-même ou qu'il subirait du fait de personnes non identifiables.

L'obligation de souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile repose à titre principal sur les

associations, les sociétés et les fédérations sportives¹, ainsi que sur les organisateurs de manifestations sportives² et les exploitants d'établissements d'activités physiques ou sportives (EAPS)³.

Associations, sociétés et fédérations sportives

Les associations, les sociétés et les fédérations sportives doivent souscrire, pour l'exercice de leur activité, des garanties d'assurance couvrant leur responsabilité civile, celle de leurs préposés, salariés ou bénévoles, celle des pratiquants, des licenciés ainsi que celle des arbitres et juges dans l'exercice de leurs activités. Les licenciés et les pratiquants sont considérés comme tiers entre eux⁴.

Les fédérations sportives agréées peuvent conclure des contrats collectifs d'assurance visant à garantir les associations affiliées et leurs licenciés⁵.

Les contrats collectifs d'assurance de responsabilité civile établis dans le cadre de l'article L 321-1 du code du sport comprennent :

- un souscripteur (la fédération) ;
- des adhérents (les associations sportives mais aussi la fédération elle-même) ;
- des assurés (les associations sportives, la fédération, mais aussi les pratiquants, les licenciés, les préposés et les juges ou arbitres).

1 Article L 321-1 du code du sport

2 Articles L 331-9 et L 331-10 du code du sport

3 Articles L 321-7 du code du sport

4 Article L 321-1 du code du sport

5 Article L321-5 du code du sport

Les exploitants d'EAPS

L'exploitant d'un EAPS doit souscrire un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile, celle des éducateurs sportifs qui encadrent contre rémunération et de tout préposé ainsi que des personnes admises dans l'établissement pour y exercer les activités qui y sont enseignées⁶.

Concernant les mesures de police administrative, le préfet peut adresser à l'exploitant d'un EAPS les mises en demeure nécessaires et lui impartir un délai pour mettre fin au défaut de souscription d'un contrat d'assurance mentionné à l'article L. 321-7 du code du sport⁷.

L'autorité administrative peut également s'opposer à l'ouverture ou prononcer la fermeture temporaire ou définitive d'un établissement qui ne remplirait pas les obligations d'assurance mentionnées à l'article L. 321-7 du code du sport⁸.

Par ailleurs, dans tout établissement où est pratiquée une activité physique ou sportive, doit être affichée, en un lieu visible de tous, une copie de l'attestation du contrat d'assurance conclu par l'exploitant de l'établissement⁹.

Les organisateurs de manifestations sportives

Outre les associations, sociétés et fédérations sportives qui doivent souscrire des garanties d'assurance de responsabilité civile prévues à l'article L. 321-1 du code du sport pour l'exercice de leur activité, les organisateurs de manifestations sportives ouvertes aux licenciés des fédérations, doivent également souscrire le même type de garanties¹⁰.

Les organisateurs de manifestations sportives comportant la participation de véhicules terrestres à

moteur (VTM) doivent également souscrire des garanties d'assurance. Celles-ci couvrent leur responsabilité civile, celle de toute personne qui prête son concours à l'organisation avec l'accord de l'organisateur et celles des participants. Les assurés sont tiers entre eux¹¹.

Concernant les manifestations se déroulant sur la voie publique (hors VTM), l'organisateur devra également se référer aux articles spécifiques R. 331-14 et A. 331-25 du code du sport.

Concernant les manifestations avec participation de véhicules terrestres en moteur, l'organisateur devra se reporter, en plus, aux articles spécifiques R. 331-30 et A. 331-32 du code du sport.

Concernant les manifestations publiques de sports de combat, l'organisateur devra prendre en compte l'article A. 331-33 du code du sport.

Obligation d'information

Les associations et fédérations sportives doivent informer leurs adhérents de l'intérêt qu'ils ont à souscrire un contrat d'assurance couvrant les dommages corporels auxquels leur pratique sportive peut les exposer¹².

Il s'agit là d'une assurance de personne ou individuelle accident.

Le code du sport ne prévoit aucune obligation légale imposant aux exploitants d'EAPS et aux organisateurs de manifestations sportives d'informer les pratiquants dans ce domaine.

Attestation d'assurance

Le souscripteur doit pouvoir fournir une attestation à la demande de toute personne garantie par le contrat¹³.

6 Article L. 321-7 du code du sport

7 Article R. 322-9 du code du sport

8 Article L. 322-5 du code du sport

9 Article R. 322-5 du code du sport

10 Article L. 331-9 du code du sport

11 Article L. 331-10 du code du sport

12 Article L. 321-4 du code du sport

13 Article D. 321-5 du code du sport

La souscription des contrats d'assurance prévus par le code du sport est justifiée par la production de cette attestation. Ce document vaut présomption de garantie. Il comporte nécessairement les mentions suivantes¹⁴ :

- La référence aux dispositions légales et réglementaires ;
- La raison sociale de l'entreprise d'assurance agréée ;
- Le numéro du contrat d'assurance souscrit ;
- La période de validité du contrat ;
- Le nom et l'adresse du souscripteur ;
- L'étendue et le montant des garanties.

- publique ne comportant pas la participation de véhicules à moteur)
- [R.331-30](#) (manifestations comportant la participation de véhicules terrestres à moteur)
- [A.331-25](#) (manifestations sportives sur les voies publiques ou ouvertes à la circulation publique ne comportant pas la participation de véhicules à moteur)
- [A.331-32](#) (manifestations comportant la participation de véhicules terrestres à moteur)
- [A.331-33](#) (manifestations publiques de sports de combat)

Sanctions pénales

Le fait, pour le responsable d'une association sportive¹⁵, pour un exploitant d'EAPS¹⁶ ou pour une personne (autre que l'Etat, une association, une société ou une fédération sportive) organisant une manifestation sportive ouverte aux licenciés des fédérations¹⁷ de ne pas souscrire aux garanties d'assurance mentionnées plus haut est puni de six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende.

Articles de références

Les principaux articles de références du code du sport concernant les assurances sont :

- [L.321-1 à L.321-9](#) (obligation d'assurance)
- [L.331-9 à L.331-12](#) (obligation d'assurance des organisateurs de manifestations sportives)
- [L. 322-5](#) et [R. 322-9](#) (mesures de police administrative)
- [D.321-1 à D.321-5](#) (obligation d'assurance)
- [R.322-5](#) (affichage au sein des EAPS)
- [R.331-14](#) (manifestations sportives sur les voies publiques ou ouvertes à la circulation

¹⁴ Article D. 321-4 du code du sport

¹⁵ Article L. 321-2 du code du sport

¹⁶ Article L. 321-8 du code du sport

¹⁷ Article L. 331-12 du code du sport
